

Colloque de la réunion annuelle

Volume 24, numéro 1, juin 1970

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/302956ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/302956ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1970). Colloque de la réunion annuelle. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 24(1), 79–84. <https://doi.org/10.7202/302956ar>

COLLOQUE DE LA RÉUNION ANNUELLE

A l'occasion de sa réunion annuelle, tenue les 1^{er} et 2 mai, l'Institut d'histoire de l'Amérique française a adopté, au lieu de ses conférences habituelles, la formule du colloque. La réaction du public a été positive; plus d'une centaine de personnes ont participé, avec les spécialistes invités, à chacune des deux séances. Les échanges ont été fort intéressants, mais il nous était difficile de les reproduire en entier ici. Nous avons plutôt demandé à nos dix invités de nous préciser en quelques lignes ce qu'ils trouvaient essentiel de souligner sur le problème en cause. Dans le cas de trois d'entre eux nous reproduisons, avec leur permission, un extrait significatif d'un texte qu'ils ont déjà publié ailleurs.

1^{er} sujet : *La bourgeoisie en Nouvelle-France : essai de définition.*

Le débat qui jusqu'ici était lié à l'interprétation de la Conquête s'oriente sur un autre terrain depuis quelques années : celui de la définition des termes, de l'identification des critères en relation avec les sociétés de l'époque (européennes ou américaines). Faut-il définir l'existence d'une bourgeoisie (comme classe ?) par l'existence chez un groupe déterminé de fonctions et de comportements spécifiques (Hamelin, Ouellet) ? Faut-il au contraire ne tenir compte que d'un niveau de succès général dans l'exercice de fonctions diverses (Frégault, Brunet, Nish) ? Peut-on vraiment examiner ce problème en lui-même, sans référence à celui de la Conquête (Blain) ?

Michel Brunet — Lorsque nous nous interrogeons sur l'existence d'une bourgeoisie en Nouvelle-France, nous devons nous prémunir contre deux erreurs courantes. La première c'est de vouloir retrouver à tout prix dans la colonie laurentienne une classe d'entrepreneurs répondant exactement au modèle qu'ont arbitrairement établi certains chercheurs étrangers après avoir étudié d'autres sociétés du monde atlantique aux XVII^e et XVIII^e siècles. La seconde c'est de s'imaginer que les habitants de la vallée du Saint-Laurent formaient à cette époque un vulgaire attroupement anarchique d'individus anonymes, laissés à eux-mêmes, sans chefs capables de les encadrer.

Un examen des faits révèle à tout observateur de bonne foi que la Nouvelle-France a eu "SA" bourgeoisie. Pas celle d'une autre société — selon les définitions chères à certains théoriciens — mais la "SIENNE". Elle se com-

posait d'une élite de riches négociants et d'hommes d'affaires, de seigneurs, de propriétaires fonciers, de militaires et d'administrateurs qui formaient les cadres naturels et indispensables de la société coloniale avant 1760. La création et l'expansion de l'empire français d'Amérique ne s'expliquent pas sans la présence de cette classe dirigeante intéressée à la mise en valeur des richesses de la vallée du Saint-Laurent. Après la Conquête, nous savons qu'une autre bourgeoisie l'a remplacée.

José Igartua — S'il y a eu en Nouvelle-France des gens qui répondent aux descriptions que les historiens des dix-septième et dix-huitième siècles français et américain font des "bourgeois" du temps, il n'appert pas, du moins jusqu'ici, qu'il y ait eu en Nouvelle-France de bourgeoisie *constituée* et *consciente* des différences de classes entre elle et les autres groupes sociaux de la colonie. Cela tiendrait à la fois des structures mercantilistes de l'économie de la Nouvelle-France, de l'exiguïté de ses assises économiques, de sa faible population, et peut-être aussi à des facteurs de système légal et de mentalité. Il me semble néanmoins qu'avant de souligner ces derniers facteurs, il faudra retracer la vie économique des colons, établir les possibilités d'accumulation de capital et d'investissements, déterminer le champ de mobilité sociale, et comparer de façon détaillée l'économie de la Nouvelle-France à celles des colonies américaines qui lui ressemblent le plus, et quantitativement et structurellement. Ce n'est à mon sens qu'après de telles études comparatives que l'on pourra dégager l'apport des facteurs légaux et de mentalité à la faiblesse de la bourgeoisie en Nouvelle-France. Poser la question de l'existence d'une bourgeoisie en Nouvelle-France, c'est demander en deux mots une synthèse de la société coloniale canadienne sans connaître encore qu'une faible partie des nombreuses composantes de cette société.

Jacques Mathieu — Que la Nouvelle-France ait pu compter plusieurs hommes d'affaires œuvrant dans divers secteurs de l'activité économique, avant comme après la Conquête, ne fait pas de doute. En ce sens, la multiplicité des occupations peut constituer un caractère particulier aux sociétés coloniales; elle ne permet pas pour autant de conclure à l'existence d'une classe sociale ou à la prise de conscience d'intérêts communs de la part des membres d'une élite, dont la composition, au reste, était instable. La recherche du profit immédiat, les difficultés d'accumulation de capitaux, l'absence de continuité et surtout l'inutilisation des mécanismes politiques permettant de contourner un système juridico-légal fondé sur des valeurs antibourgeoises empêchent de croire à l'existence d'une bourgeoisie en Nouvelle-France, à tout le moins, selon les critères actuels de définition communément acceptés par les historiens et les sociologues.

Yves-F. Zoltvany — Par bourgeoisie j'entends un groupe qui édifie, contrôle, et exploite l'économie d'un milieu donné. Or, en Nouvelle-France, aucun groupe ne correspond tout à fait à cette définition. L'économie, en grande partie, fut mise en place par l'Etat (chantiers navals, forges du Saint-Maurice) et exploitée surtout par des marchands forains. Les Canadiens jouent un rôle secondaire.

Comment s'explique cet état de choses ? Par le milieu même, dont la mise en valeur s'avère difficile à cause du climat rigoureux, de l'absence d'une main-d'œuvre abondante, et des mauvaises communications avec la France. Aussi, par les particularités du groupe dominant canadien, composé de nobles militaires ou fonctionnaires, qui manque de capitaux et qui n'est pas rompu à la pratique des arts usuels. Certains d'entre eux connaîtront un succès limité, mais comme le gouverneur de Montréal Claude de Ramezay, dissiperont leurs gains dans des dépenses somptuaires.

Enfin faut-il souligner une conjoncture de guerre (par exemple, celle de 1682-1713) qui interrompt le commerce, appauvrit la population et empêche les habitants de régler leurs dettes. Plusieurs entreprises, notamment celles mises sur pied par Charles Aubert de la Chesnaye, ne survivront pas à cette période.

2^e sujet : *Les origines et le sens de 1837.*

Quelle a été l'étendue du soulèvement de 1837 ? Peut-on parler de simple mouvement de résistance spontanée à l'arrestation des leaders populaires (Groulx) ? Faut-il évoquer plutôt un "double soulèvement", l'un contre l'autre, des groupes nationaux en conflit depuis la Conquête (Séguin) ? Faut-il éviter "le mode d'analyse purement ethnocentrique" et privilégier jusqu'à un certain point l'analyse "en termes de stratification sociale" (Dubuc) ? Le nationalisme des Patriotes est-il une idéologie correspondant aux intérêts de la bourgeoisie professionnelle canadienne-française et à ses déficiences fondamentales (Ouellet) ?

Toutes ces approches, qui sont bien sûr très simplifiées ici, s'excluent-elles ou sont-elles complémentaires ?

Gilles Bourque — Le nationalisme de la petite-bourgeoisie s'explique par l'effet particulier de l'économique et du politique; constituée des membres des professions libérales, des petits entrepreneurs et des petits commerçants, cette classe tire ses ressources, à titre de services rendus, des agriculteurs canadiens-français. Elle défendra donc l'agriculture contre le capitalisme commercial à vocation continentale sur lequel elle n'a aucune prise. Ce dernier tend même à défavoriser l'agriculture bas-canadienne, puisque la bourgeoisie anglophone s'approvisionne de plus en plus dans les régions des Cantons de l'Est et du Haut-Canada au détriment de l'agriculture des seigneuries. Les petits-bourgeois étaient-ils anti-capitalistes ? Il nous semble que les petits-bourgeois tentent au contraire d'induire au développement capitaliste à vocation industrielle à partir de la seule ressource contrôlée par les Canadiens français : l'agriculture. C'est dans ce sens qu'ils s'opposent au capitalisme commercial sur lequel ils n'exercent aucun contrôle et qui tend à défavoriser l'agriculture canadienne-française, comme nous le soulignons plus haut. De plus, l'institution d'une Chambre d'Assemblée dans le Bas-Canada, où les Canadiens français sont majoritaires, ne pouvait avoir pour effet que de favoriser la lutte de la petite bourgeoisie contre la bourgeoisie. Rapidement, la première contrôlera l'Assemblée forçant la seconde à s'abriter dans les conseil (sic) législatifs et exécutifs pour promouvoir ses intérêts. La structure de la formation sociale du Bas-Canada de 1800 à 1837 ne pouvait donc que favoriser le durcissement des luttes nationalistes. L'idéologie s'articulait ainsi, au plan économique, sur l'opposition de l'agriculture et du commerce du bois et, au niveau politique, à l'opposition des conseils et de l'Assemblée (sans responsabilité ministérielle). Ces trois niveaux ainsi articulés, déterminent l'existence d'une double structure de classe caractérisée par l'appartenance nationale, entraînant une lutte de classe doublée d'une lutte nationaliste de type indépendantiste (chez les Canadiens français) et assimilateur (chez les Canadiens anglais).

("Classes sociales et idéologies nationalistes au Québec (1760-1970)", *Socialisme québécois*, 20 (avril-mai-juin 1970) : 40).

Alfred Dubuc — Sur un plan méthodologique, certains travaux (Ryerson, Helen Taft Manning, Wade, etc.) laissent entrevoir la richesse d'une étude de la société québécoise de la fin du 18^e et du début du 19^e siècle conduite suivant les classes sociales. L'analyse dans les seuls termes du clivage ethnique ne suffit pas à rendre compte de certains aspects fondamentaux des affrontements qui se sont produits tout au cours de la période, ni de la révolution civile de 1837-38 elle-même. Concevoir la société québécoise de cette époque comme une société coloniale d'Ancien Régime (pacte aristocratique) qui va peu à peu vers son éclatement, sous l'effet de la double contestation du pouvoir par la bourgeoisie des grands "Merchant Staplers", pour qui les valeurs conservatrices du vieil empire britannique étaient devenues valeurs sociales, et par la petite bourgeoisie des professionnels et des commerçants locaux, inspirés, ceux-ci, par les grandes valeurs véhiculées par la Révolution française et la Révolution des Treize Colonies, en même temps que par une volonté de rationalisation de l'administration publique : voilà une méthode qui permet une compréhension plus approfondie de la réalité québécoise et qui, de surcroît, révèle certains points de ressemblance avec la rébellion du Haut-Canada et le mouvement chartiste en Angleterre. Elle permet, en outre, d'interpréter l'Union comme l'arrivée au pouvoir de la grande bourgeoisie. Mais cette méthode, en braquant les feux peut-être trop exclusivement sur un seul aspect de la réalité socio-culturelle, quelque fondamental qu'il soit, risquerait-elle aussi, à son tour, d'être incomplète ? Les récents travaux de Gilles Bourque pourraient le laisser croire.

André Lefebvre — Les Britanniques du Bas-Canada étaient conscients de l'existence d'un nationalisme canadien. Ils voyaient même dans ce nationalisme la cause principale de la crise politique qui aboutit au coup de feu de 1837. Au nationalisme canadien, ils opposèrent leur propre nationalisme, nationalisme qu'ils concevaient, non pas comme *Lower Canadian*, non pas même comme *British North American*, mais comme impérial, la métropole et ses colonies formant, selon les termes de la *Montreal Gazette*, "the same nation and people". Aux menaces de soulèvement des Canadiens, ils répondirent en avertissant Londres que l'insurrection à craindre était la britannique, — et les *Montrealers*, qui s'armèrent, provoquèrent l'accrochage du 6 novembre 1837 qui entraîna la rébellion canadienne. Au cours de l'été de 1837, ils avaient cru d'abord que la masse canadienne, craignant le pire, répudierait le parti de Papineau. Ils crurent ensuite que les Canadiens, étant ignorants et arriérés, étaient dans l'impossibilité de se soustraire à l'emprise des démagogues qui exploitaient leur crédulité. Enfin, ils finirent par se représenter les Canadiens comme marchant derrière leurs chefs en toute connaissance de cause. Certes, une minorité seulement participa au coup de feu. Les Britanniques, cependant, estimèrent que l'ensemble des Canadiens ne pouvait s'en laver les mains. L'agitation qui l'avait précédé n'avait-elle pas été le fait de la majorité ? Tous, il y avait lieu de le présumer, avaient été de cœur avec les insurgés, et tous se seraient joints au mouvement si celui-ci n'avait été promptement réprimé. Telle paraît avoir été, — dans ses grandes lignes, et en simplifiant évidemment beaucoup, — la conception que les Britanniques, à l'époque, se faisaient des origines et du sens de 1837.

Fernand Ouellet — Somme toute cette montée des classes moyennes s'était faite dans un contexte marqué le plus souvent par la pauvreté, l'insécurité et la nécessité d'une adaptation réelle aux tâches nouvelles. Ces incertitudes se reflètent dans les contradictions multiples qui informent les aspirations de ce groupe. Très probablement ce dernier voulait succéder aux anciennes familles seigneuriales. Dans ce cas, le manoir de Montebello symboliserait assez bien ces vaines tentatives. Pourtant les ambitions de ces nouveaux groupes sociaux n'étaient pas à la mesure de leur statut économique et de l'opinion que la société se faisait

de leur utilité professionnelle. Possédant eux-mêmes une très haute idée de leur importance, ces nouveaux venus aspirèrent très vite au leadership de la société. Une conscience de classe émergea qui se double presque spontanément d'une conscience nationale. Les professionnels en particulier s'identifièrent étroitement avec ce qu'ils appelaient la *nation canadienne*. Il faut dire qu'ils furent les premiers à prendre conscience de l'infériorité économique des Canadiens français, qu'ils attribuaient aux menées des marchands anglo-saxons et à la discrimination pratiquée par le gouvernement colonial. C'est par le contrôle des structures politiques qu'ils envisagèrent la conquête du pouvoir social, visant indirectement la mainmise économique. Sans doute s'opposèrent-ils d'emblée au clergé en tant que rival et en tant que porteur d'une idéologie susceptible de frustrer leurs desseins; mais le clergé demeura à leurs yeux un adversaire secondaire. L'ennemi réel, c'était le marchand anglais et ses alliés : le fonctionnaire et l'immigré. L'idéologie développée par cette classe et assumée par un *parti politique*, le *parti canadien* ou le *parti patriote*, était avant tout dirigée contre les marchands anglais qui dirigeaient le *parti bureaucrate* et qui étaient perçus comme les principaux responsables des problèmes de la société canadienne-française. Cette idéologie, très proche au surcroît des réactions psychologiques immédiates de la masse, était destinée à rallier les milieux populaires au parti. Ce nationalisme, fruit premier d'une réaction de peur contre certaines transformations économiques et sociales en cours, était foncièrement conservateur tant au plan économique que social. Il s'objectait enfin à toute réforme de l'appareil institutionnel qui avait assuré la survie de l'ancienne structure sociale. Au niveau politique cependant, ces nouvelles élites s'inspirèrent largement des idéologies libérales et démocratiques. Malgré certains aspects authentiques, ce libéralisme et cet idéal démocratique demeurèrent au premier chef un instrument servant à justifier la conquête du pouvoir politique au seul profit des professions libérales. Ils furent dans la réalité un tremplin pour parvenir à des fins ultra-conservatrices. Le mépris affiché par ces élites pour les réalités économiques n'avait d'égal que leur survalorisation des solutions politiques. Dans le *parti patriote*, seule une petite minorité aspirait vraiment et en premier lieu à transformer la société en s'inspirant de l'idéologie libérale.

(“Les insurrections de 1837-38 : un phénomène social”, *Histoire sociale*, 3 (nov. 1968) : 72-74).

Maurice Séguin — Sûrs d'eux-mêmes et réclamant immédiatement la maîtrise d'un Etat séparé (le Québec) sous l'autorité nominale de la Couronne, les chefs canadiens-français, soutenus par l'immense majorité de la population, font la grève parlementaire et servent un ultimatum à la Grande-Bretagne. Une minorité renchérit, proclamant que le plus grand malheur d'un peuple, “c'est d'obéir à une puissance étrangère”. Malgré les avertissements de la majorité pour qui sortir de l'empire britannique est dans l'immédiat une pure folie, des patriotes pensent recourir à la force et proclament la république.

De leur côté, les Britanniques de Montréal, au cri de “la mort ou l'annexion aux Etats-Unis plutôt qu'une république canadienne-française”, s'arment également. Le gouverneur Gosford constate l'échec de son impossible mission de conciliation. Il voit très bien que les exigences canadiennes-françaises mèneraient pratiquement à l'indépendance. Ce gouverneur se rend compte qu'il serait impossible de céder aux Canadiens français sans déclencher une révolte armée de la part des Britanniques. Il recule à l'idée d'avoir à utiliser les troupes britanniques contre des colons britanniques pour établir et soutenir une république canadienne-française, et il avertit Londres de l'échec de toute une politique sortie de 1774 et de 1791.

Les deux nations, par leurs éléments les plus avancés dans le Bas-Canada, sont au comble de l'exaspération. Il en résulte une paralysie générale. Plus de gouvernement, plus d'administration de la justice, plus d'écoles; les capitaux désertent, l'immigration est tarie, les travaux publics sont suspendus et le Haut-Canada est en banqueroute. Tel est l'aboutissement du conflit irréductible de deux nationalités.

La révolte de 1837 est, en réalité, un double soulèvement : soulèvement des Britanniques du Bas-Canada contre la menace d'une république canadienne-française, soulèvement de la section la plus avancée des nationalistes canadiens-français contre la domination anglaise.

(L'idée d'indépendance au Québec. Genèse et historique, 32-33).

Jean-Pierre Wallot — De façon générale, on admet aujourd'hui que les rébellions de 1837-1838 sont des événements complexes qu'on ne saurait expliquer par le seul facteur ethnique ou les seuls affrontements sociaux. Selon nous, les luttes dans le Bas-Canada, avant 1840, opposent deux sociétés, deux structures sociales ethniquement différenciées (les Canadiens, les Britanniques) à travers des conflits politiques, économiques, sociaux et culturels — points de friction entre les deux sociétés. Le facteur ethnique intensifie, polarise et déforme les autres confrontations, et on ne pourra régler aucun problème majeur avant d'avoir solutionné celui des relations entre les deux structures ethniques (en 1840). C'est ainsi qu'il faut voir dans les alignements sociaux moins des mentalités curieusement tordues que des comportements aberrants ou perturbés résultant de la lutte ethnique. Par exemple, les fermiers, les marchands et les hauts fonctionnaires britanniques s'allient aux aristocrates canadiens et, sur les questions importantes, forment un front commun impensable sans la présence du bloc canadien et de ses ambitions nationales. D'autre part, par tactique et, chez certains, éventuellement, par conviction, les bourgeois professionnels canadiens-français en viennent à défendre des valeurs et des institutions (v.g. le régime seigneurial) que plusieurs d'entre eux ont condamnées auparavant : c'est qu'à leurs yeux, elles incarnent un blindage indispensable pour assurer la survie du Canada français contre les desseins assimilateurs des Britanniques. Aberration, par conséquent, que cette bourgeoisie divisée contre elle-même, que cette opposition marchands-hommes de loi, des alliés pourtant naturels. La confrontation ethnique ne supprime pas les autres niveaux de conflit : elle les déforme et empêche une évolution normale comme dans les sociétés coloniales homogènes.